



HAL
open science

Espagnols en territoire français de 1813 à 1971 : circuits ou intégrations d'exilés et d'émigrés

Marie-Catherine Talvikki Chanfreau

► **To cite this version:**

Marie-Catherine Talvikki Chanfreau. Espagnols en territoire français de 1813 à 1971 : circuits ou intégrations d'exilés et d'émigrés. Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain. Cahiers du MIMMOC, 2006, Figures de l'exclusion et de l'exil, 1-2006, 10.4000/mim-moc.150 . hal-02062023

HAL Id: hal-02062023

<https://hal.science/hal-02062023v1>

Submitted on 3 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Espagnols en territoire français de 1813 à 1971 : circuits ou intégrations d'exilés et d'émigrés

Marie-Catherine Talvikki Chanfreau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mimmoc/150>

DOI : 10.4000/mimmoc.150

ISSN : 1951-6789

Éditeur

Université de Poitiers

Référence électronique

Marie-Catherine Talvikki Chanfreau, « Espagnols en territoire français de 1813 à 1971 : circuits ou intégrations d'exilés et d'émigrés », *Les Cahiers du MIMMOC* [En ligne], 1 | 2006, mis en ligne le 15 février 2006, consulté le 04 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/mimmoc/150> ; DOI : 10.4000/mimmoc.150

Ce document a été généré automatiquement le 4 octobre 2019.



Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain – Cahiers du MIMMOC est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Espagnols en territoire français de 1813 à 1971 : circuits ou intégrations d'exilés et d'émigrés

Marie-Catherine Talvikki Chanfreau

Introduction

- 1 Pourquoi pendant plus d'un siècle et demi, de 1813 à 1971, des Espagnols émigrèrent-ils dans certaines régions de France ? S'y intégrèrent-ils ou n'y ont-ils que transité ? L'émigration en direction d'une contrée frontalière, certes de plus humble envergure qu'une expédition transatlantique, assurait cependant davantage de garanties pour les Péninsulaires car la contiguïté spatiale évitait les périls maritimes ou ménageait un rapatriement moins aléatoire. Mais compte tenu des rares Catalans, Basques et Navarrais qui ne s'éloignaient guère de la frontière, l'immigration ibérique transpyrénéenne demeura insignifiante durant des centaines d'années. En revanche, ce fut essentiellement la France qui accueillit les bannis des pronunciamientos à répétition.
- 2 Pendant les deux derniers siècles, la France connut trois époques de diaspora espagnole avec un pic lors de l'exode massif des républicains à la veille de la Seconde Guerre Mondiale. Dès le début du XIX^{ème} siècle, l'exil d'opposants hispaniques emprunta un circuit détournant les assignations à résidence du centre hexagonal vers les pôles urbains et la frontière pyrénéenne, jusqu'à ce que, à la fin du XX^{ème} siècle, l'immigration économique péninsulaire, suivant les lois de l'offre et de la demande, devienne de plus en plus septentrionale et citadine.

Constitution de la colonie ibérique en France

- 3 Cette période inaugurale se divise en cinq étapes, suivant différents épisodes dépendant aussi bien de la politique péninsulaire que du développement hexagonal, des rapports transpyrénéens ou du voisinage franco-espagnol de 1813 à 1930.

Les émigrations du XIX^{ème} siècle

- 4 Majoritairement constituées d'une dizaine de milliers de jeunes gens chacune, elles se prolongeaient selon les revirements du pouvoir dans la Péninsule¹. En 1813 arrivèrent les fidèles de l'éphémère roi intrus Joseph Ier Bonaparte (Corte, 1768 - Florence, 1844). En 1814 puis 1823, ce fut le tour des libéraux. Alors qu'en 1833, puis en 1849, leur succédèrent les partisans du prétendant Charles de Bourbon, une immigration hispanique croissait parallèlement en Algérie française.
- 5 Mais, pour rester en bons termes avec le voisin d'outre-Pyrénées, la France, à partir de juillet 1830, interdit les régions frontalières aux bannis d'Espagne. Quoique, théoriquement, aucun exilé ne fût autorisé à s'installer dans la capitale ou ses environs, les Péninsulaires trouvèrent généralement asile dans la moitié septentrionale de l'Hexagone, où une loi de juillet 1839 prohiba vingt-huit départements méridionaux aux adversaires de la régente Marie-Christine de Bourbon. Ce fut aussi à Orléans que furent en 1841 les officiers aux ordres de Leopoldo O'Donnell n'ayant point réussi à renverser le général Espartero, comte de Vergara, duc de la Victoire (1792-1879), Régent libéral et progressiste. De même, quatre départements du Massif Central abritèrent en 1843 les Barcelonais bannis après le bombardement de leur port par le général Espartero du 18 novembre au 3 décembre 1842 pour avoir protesté contre le traité libre-échangiste hispano-anglais.
- 6 Tandis que l'agriculture du Lot-et-Garonne, de la Gironde, du Gers, des Basses et Hautes-Pyrénées employait la majeure partie des ressortissants péninsulaires en 1851, le sens migratoire de la France vers l'Espagne se retourna dès 1866 avec l'afflux de progressistes, de républicains en 1874 et de carlistes en 1876 qui se sentirent à l'abri dans l'Hexagone, puisque la convention hispano-française du 1^{er} décembre 1877 excluait l'extradition politique². Comme la réforme du Code Civil de 1889 prévoyait la naturalisation automatique des étrangers nés en France, les Péninsulaires, dont des libertaires échappant aux persécutions, accoururent de plus en plus nombreux et s'installèrent un peu plus sur le pourtour méditerranéen³. Sur les 77 736 Espagnols recensés en France en 1891, 500 à 1 000 résidaient dans le Tarn-et-Garonne, 1 000 à 5 000 dans chacun des quatre départements de la Haute-Garonne, de l'Hérault, des Bouches-du-Rhône, de Paris, et 5 000 à 10 000 dans l'Aude⁴.

Afflux de migrants

- 7 Ce phénomène fut provoqué par l'injustice sociale du service militaire espagnol qui envoyait les plus pauvres à la guerre du Rif. En 1901, 80 425 Péninsulaires furent dénombrés dans l'Hexagone, avec des concentrations de 500 à 1 000 d'entre eux dans le Gard pour les activités viticoles. Tentant de se soustraire à la mobilisation pour la guerre du Maroc en 1909, les conscrits ibériques contribuèrent à former, après la française, la deuxième communauté occidentale en Algérie où ils avaient déserté⁵. Des

libertaires les rejoignirent, notamment après la « Semaine tragique » de juillet à Barcelone. Exagérant sans doute les faits, les autorités hexagonales évaluèrent ces réfugiés à 25 000, dont 7 000 dans les Pyrénées Orientales.

- 8 Dépassant le piémont pyrénéen où ils étaient traditionnellement embauchés comme ouvriers agricoles, les Péninsulaires déshérités commencèrent à investir peu à peu le Languedoc et la Provence en 1911. Leur population se chiffrera alors entre 500 et 1 000 dans chacun des cinq départements du Tarn, de l'Aveyron, du Var, des Alpes Maritimes, du Rhône, et entre 5 000 et 10 000 dans l'Ariège.

Remplacement de la main-d'œuvre mobilisée par la Grande Guerre

- 9 Le Gouvernement français ayant fait venir des ressortissants de l'Espagne neutre, le nombre de ceux-ci s'ajouta à celui des Péninsulaires déjà présents dans l'Hexagone. Entre juillet 1916 et janvier 1919, environ deux millions d'Espagnols furent ainsi recensés en France, dont 200 000 dans la capitale d'une part, et d'autre part à Nîmes leur nombre surpassa celui des autochtones. Accrue, l'émigration hispanique poussa son implantation vers le Sud-Est et le couloir rhodanien où elle se substitua aux Italiens appelés par la Première Guerre Mondiale. Selon le Consul d'Espagne à Lyon, ils auraient été plus de 20 000 dans chacun des départements limitrophes du Rhône où on en comptait 40 000⁶.
- 10 Le 12 mars 1917 l'Espagne décréta des normes sur les passeports, les contrats individuels de travail, la sécurité de rapatriement, afin de protéger l'exode, non seulement en raison des réseaux de passeurs corrompus qui dépouillaient les émigrants, mais également, une fois passée la frontière, des nombreux abus infligés aux prolétaires ibériques particulièrement exploités dans le sud et le centre de la France, ou souvent obligés de s'engager dans l'Armée française ou de travailler dans les tranchées militaires⁷.

Dispersion de l'implantation des travailleurs

- 11 A la fin du premier conflit mondial, sept départements du Sud-Ouest agricole et la Seine renaient encore 49,1% des Péninsulaires, soit 142 800 sur 290 780. Les huit départements industriels de la Seine, Seine-et-Oise, Bouches-du-Rhône, Rhône, Isère, Nord, Moselle et Meurthe-et-Moselle en accueilleraient 20%, soit 58 000, car les dynamiques secteurs primaire et secondaire du Nord-Est n'attiraient qu'une immigration ibérique minime.
- 12 En 1921, environ 155 500 Espagnols, soit 60,70% du contingent, résidaient dans sept départements méridionaux et dans la Seine. Les huit départements industriels en accueilleraient 17%, soit 44 000. De surcroît, leur concentration se chiffrait entre 500 et 1 000 dans la Charente-Maritime, la Dordogne, le Puy-de-Dôme, les Alpes de Haute-Provence, le Doubs, la Côte d'Or, l'Aube, la Haute-Marne, le Calvados, l'Oise, la Somme, le Pas-de-Calais, entre 1 000 et 5 000 dans les Landes, le Vaucluse, la Saône-et-Loire, la Seine-et-Loire, la Marne, la Meuse, la Seine-Maritime, l'Aisne, les Ardennes, et entre 5 000 et 10 000 dans la Loire.

Exode idéologique

- 13 Achevant le premier acte topographique de la migration péninsulaire en France, cette arrivée de réfugiés fut causée par le pronunciamiento de Miguel Primo de Rivera y Orbaneja (1870-1930) qui, le 13 septembre 1923, suspendit les garanties constitutionnelles proclamées par la Monarchie le 30 juin 1876. En conséquence, le nombre moyen d'Espagnols se situa, en 1926, entre 500 et 1 000 dans chacun des départements du Lot, de l'Ardèche, de la Haute-Vienne, de l'Allier, du Cher, de la Nièvre, de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher, du Loiret, de l'Yonne, de l'Orne, de l'Eure-et-Loir, de la Seine-et-Marne et de l'Eure.
- 14 Depuis ces lieux d'exil, les Péninsulaires suivaient l'actualité hispanique. En 1927, ils militèrent pour sortir des geôles les intransigeants libertaires clandestins Buenaventura Durruti (responsable de l'assassinat le 17 mai 1923 à Léon du gouverneur de Biscaye, González Regueral), Francisco Ascaso (tous deux fondateurs en juillet de la Fédération Anarchiste Ibérique) et Jover, que les gouvernements argentin et espagnol souhaitaient juger, ou pour défendre Francesc Macià (Vilanova i la Geltrù, 1859 - Barcelone, 1933), fondateur en 1922 du parti séparatiste radical Estat Català, accusé d'avoir ourdi en France un putsch contre la dictature.
- 15 Hormis les spécificités de leurs circonstances, chacune de ces cinq vagues présenta des constantes : si ce n'était l'inverse, aux bannis succédaient des travailleurs migrants, quoiqu'il arrivât aux deux catégories de se côtoyer, quelques immigrants économiques ayant également abandonné leur patrie pour des motifs idéologiques ou acquérant une conscience militante dans le pays d'accueil. A partir de la Guerre d'Indépendance contre l'envahisseur français, et des subséquents rebondissements gouvernementaux ou conflits d'intérêts, les Pyrénées furent tour à tour traversées par des libéraux, des absolutistes, des démocrates, des monarchistes, des socialistes ou des libertaires en quête d'un abri où ressusciter leur parti.

Période axiale : 1931 - 1945

- 16 En quatorze ans à peine, la topographie de la colonie hispanique en France fut bouleversée lors de quatre secousses.

La Seconde République espagnole

- 17 En 1931, 351 864 Péninsulaires vivaient en France, soit 12,9% des immigrants, dont plus du tiers dans quatre départements du pourtour méditerranéen. De plus, leur concentration se chiffrait entre 500 et 1 000 dans la Drôme, le Cantal, la Charente et l'Ain. Mais, par un habituel mouvement pendulaire des exils ibériques, même le monarque Alphonse XIII de Bourbon et ses proches franchirent les Pyrénées suite aux résultats des élections espagnoles du 12 avril. Ainsi, l'avocat et politicien Eduardo Aunós Pérez (Lérida 1894-Lausanne 1967), député de la Ligue Régionaliste catalane en 1916 et ministre du Travail, de l'Industrie et du Commerce du dictateur dès 1926, collabora à Paris avec le chef de la droite monarchiste José Calvo Sotelo (1893-1936), tandis que des ecclésiastiques de vingt-cinq ordres rejoignaient leurs congrégations établies dans l'Hexagone.

- 18 Suite au soulèvement du 17 juillet 1936 dans la zone d'influence espagnole du Rif maroquin, poursuivi le 18 en Espagne, et étouffé le 20 à Barcelone comme à Madrid, l'infime quantité d'ouvriers qui n'émigraient presque plus laissa progressivement place à une vague de femmes et d'enfants menacés par les assauts militaires qui débutèrent le 22⁸. Dans ce contexte, *El Ramillete: périodique de la colonie d'enfants espagnols réfugiés à Orly*, publia en 1938 des informations bilingues sur des colonies de jeunes compatriotes à Asnières, Bayonne, Biarritz, Sartrouville, Le Havre, Limoges, Toulouse ou Valence⁹. Tandis que 15 000 à 20 000 républicains se réfugièrent au Maghreb, la loi du 12 novembre sur l'internement administratif des étrangers diversifia des structures moins esclavagistes ou exterminatrices que condescendantes : pour le collectage le camp d'Amélie-les-Bains, pour la concentration les camps d'Agde, Argelès-sur-Mer et Carcassonne en métropole, de Boghari, Boghar et Medea en Algérie ou de Bizerte en Tunisie, pour l'hébergement les centres de Boulogne, Arras, Melun, Niort¹⁰, Poitiers, Nevers, Clermont-Ferrand, Mas d'Azil, Saint-Girons, Foix et Lavelanet, pour l'incarcération disciplinaire masculine la prison de Bellac. Rudoyés par des soldats coloniaux maures ou sénégalais, environ 180 000 réfugiés furent parqués à partir du 15 février 1939, sans le moindre abri, sur les plages méditerranéennes de Saint-Cyprien et Argelès, délimitées par des fils de fer¹¹.

La victoire franquiste

- 19 Après le 1er avril, les combattants des Forces Armées officielles d'un État frère de la République Française n'avaient d'autre solution de remplacement à leur incarcération ou exécution en Espagne que l'enfermement à Argelès, Gurs, Saint-Cyprien, Septfrond ou Vernet. 4 700 Péninsulaires y périrent ou en disparurent, certains heureusement par évasion¹². Le sous-préfet de Confolens témoigna de ce manque d'hospitalité dans une lettre datée du 12 mai :

Il convient de souligner que la prolongation indéterminée du séjour desdits réfugiés sur notre sol est de plus en plus mal accueillie par l'ensemble de la population rurale. Seuls quelques particuliers, par tendance idéologique ou pour des fins personnelles et politiques, s'efforcent de créer un courant en faveur de leur assimilation [...] ¹³.

- 20 Trois jours plus tard, on dénombrait dix-neuf centres d'hébergement pour enfants dans le Gard, mais à Saint-Hyppolite-du-Fort une note de la gendarmerie signalait que les habitants rejetaient les Péninsulaires « installés en France aux frais de l'État et difficilement utilisables en raison du chômage régnant¹⁴ ». Ce manque de travail n'était toutefois guère synonyme de désœuvrement. Malgré le dénuement du camp algérien de Morand, comme de ceux d'Argelès, Gurs, Le Barcarès ou Saint-Cyprien, des réfugiés avides de culture parvinrent à fabriquer douze bulletins, tandis que *Niños españoles: périodique hebdomadaire pour les enfants espagnols réfugiés*, parut à Vence de mai à juillet¹⁵. D'autre part, l'Armée française recruta, jusqu'en décembre, environ 7 000 réfugiés dans une Infanterie qui en mena certains au Liban, et 5 000 dans la Légion Étrangère, qui les débarqua pour cinq ans au Maroc et en Algérie¹⁶.

L'occupation nazie de la France

- 21 Dès l'armistice franco-allemande du 22 juin 1940, le camp de Noé, en Haute-Garonne, enferma principalement des Péninsulaires, éléments centraux de la Résistance¹⁷.

Comme le Maréchal Pétain avait traité, le 8 juillet, ces républicains d' « indésirables¹⁸ », il toléra que les franquistes les recensassent directement dans les camps français. Une semaine plus tard, Madrid annonça que Manuel Azaña y Díaz se trouvait à Périgueux : « Des instructions ont été adressées au préfet de la Dordogne et M. Azana a été maintenu en France jusqu'à son décès¹⁹. » Le 24, le gouvernement du Général Franco fit ensuite savoir à l'ambassadeur français que l'ancien président du Conseil Manuel Portela Valladares (14/12/1935-18/2/1936) et plusieurs membres du gouvernement régional basque de la République espagnole, sous de fausses identités et après des déclarations mensongères, étaient sur le point de s'embarquer à Marseille à bord d'un bateau nord-américain : « Il a été immédiatement mis obstacle à leur départ²⁰. »

- 22 En 1941, les exilés regagnèrent le Midi afin de trouver de meilleures conditions pour rentrer, incognito ou pas, en Espagne, ou de bénéficier de l'aide du Consul du Mexique dans la cité phocéenne face à la menaçante collaboration anti-républicaine du Caudillo avec le Führer et le Maréchal. En effet, les forces d'occupation et la police de Vichy acceptèrent que l'ambassade franquiste fournisse un indicateur capable de faire progresser les investigations qu'elle souhaitait voir effectuer autour de Lyon²¹. Ce trio hispano-germano-français demeurait cependant subordonné aux intérêts hitlériens dans l'exploitation des chantiers Todt qui n'avaient cure de la proscription des républicains de la Seine, de la Seine-et-Oise ou des villes du reste de la France.

Phase de deux ans

- 23 Enfin, l'acte topographique central de la migration ibérique en France tira à sa fin lorsque l'Afrique du Nord fut libérée par les Alliés le 12 mai 1943. Dans le but de raviver les maquis et l'action militante, quelques exilés péninsulaires, établis dans le Maghreb ou dans la métropole septentrionale, gagnèrent le sud de la France dès 1944.
- 24 Ainsi, la Junte Espagnole de Libération, constituée à Toulouse en octobre, sans les communistes, par le rassemblement des partis et syndicats socialistes, républicains et anarchistes, commença à éditer *L'Espagne républicaine* à partir de juin 1945. Parallèlement, une troupe d'artistes libertaires donna des spectacles dans la région toulousaine²². Publié quant à lui à Paris, *Crisol*, un modeste bulletin de liaison des jeunesses anarchistes, offrait à ses lecteurs des textes de réflexion politique et organisait également des activités culturelles comme des conférences, des visites au Musée de l'Homme, au Louvre ou au Palais de la Découverte. Une exposition d'art catalan moderne se tint dans la capitale en mai et, à partir de la fin du mois, la publication communiste *Unidad y lucha* organisa un cycle de conférences de culture hispanique²³. Pourtant, des mois après la Libération, le camp de Gurs datant d'avril 1939, retenait encore des exilés.

Répartition topographique des Péninsulaires en France après 1945

- 25 La topographie hexagonale des migrants ibériques se stabilisa en quatre paliers sur un quart de siècle.

De 1946 à 1947

- 26 Phénomène induit par les placements imposés aux exilés de la Guerre d'Espagne, douze départements du centre hexagonal principalement, qui n'embauchaient avant 1936 que des proportions minimales d'immigrés ibériques, en employèrent plus de mille une décennie plus tard. Toutefois, le noyau hispanique restait, comme avant l'exode républicain, sous l'axe Nice-Bordeaux. Les deux tiers des Péninsulaires continuaient à se regrouper dans le Midi : en Haute-Garonne, département stratégique pour les militants, ainsi que dans le Roussillon et le Béarn, régions de prédilection pour les exilés catalans et basques, même si Paris hébergeait le gouvernement régional basque de la République espagnole.
- 27 Par exemple, la revue *Poesía*, présentant uniquement des vers en castillan, catalan et basque, était éditée à Montpellier²⁴. Bien que le gouvernement de la Généralité installé à Paris publiât lui aussi divers bulletins d'information, et que la Fondation Ramón Llull fit reparaitre la remarquable *Revista de Catalunya* pour quelques numéros, c'est *Foc Nou*, une publication artistique et littéraire de Toulouse, qui participa à la préparation des Jeux Floraux de la langue catalane tenus à Montpellier et qui s'en fit largement l'écho. « Au service de la Catalogne », cette « revue de tous les Catalans sans distinction de partis ni de syndicats » agissait en porte-parole de Solidarité Catalane, union de six partis catalans. Éditée pendant deux ans également dans le sud de la France, la revue culturelle libertaire toulousaine *Universo*, consacrée à la sociologie, aux sciences, à l'art et largement illustrée de reproductions de tableaux ou de sculptures, manifestait un objectif encyclopédique. L'humour et la satire furent aussi représentés durant l'année 1946 avec la parution à Rodez de *Don Quijote*, journal illustré de caricatures virulentes. Ainsi, des partis politiques espagnols se réorganisèrent, des regroupements politiques s'effectuèrent, des associations se constituèrent et 219 publications apparurent jusqu'à la fin de la première année de paix. Elles avaient paru spontanément, sans autorisation, et les préfets du Sud-Ouest fermèrent les yeux en raison des effectifs de combattants espagnols stationnés dans la région, et de la part qu'ils avaient prise à la libération de nombreux départements. Puis, à partir de 1947, seize Maisons de Catalogne de Perpignan, Montpellier et Paris organisèrent excursions et visites culturelles, récitals de musique et de chant, ciné-clubs, cours de catalan, conférences, fêtes, troupes de théâtre amateur, équipes sportives ou clubs de sardane²⁵.

De 1950 à 1957

- 28 Tandis qu'un institut catalan d'art et de culture s'établissait dans la capitale, l'*Ateneo* donnait chaque fin de semaine des visites-conférences au Musée du Louvre où ses membres bénéficiaient de la gratuité. En 1954, la plupart des Espagnols habitait effectivement la Seine et des départements méridionaux, dont l'Hérault. Mais encore en 1955, quelques réfugiés d'origine bourgeoise dans la Péninsule se virent contraints d'exercer des métiers sans adéquation avec leurs diplômes, tel Fernando Valera, ministre des gouvernements exilés, député, chef du Parti Radical-Socialiste, de l'Union Républicaine et homme de lettres, qui subsistait grâce à son lectorat d'espagnol au Lycée Voltaire et dans d'autres établissements parisiens. Plutôt bien intégrés en 1957, les Péninsulaires fixés dans l'Hexagone avant 1936 travaillaient majoritairement comme vigneron ou petits commerçants dans le Sud-Ouest où ils constituaient

quasiment les seuls allochtones, formant, en particulier avec les naturalisés, une proportion considérable de résidents.

- 29 Or, se détournant de ces zones où ils étaient habituellement embauchés, les Espagnols commencèrent à s'orienter davantage vers les places proposées par les pôles industriels des grandes zones urbaines du nord-est de la France. Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol et son syndicat l'Union Générale des Travailleurs tentèrent alors de communiquer par tracts avec les émigrés en pèlerinage à Lourdes, ou encore ceux qui sortaient à peine de leur train à la Gare d'Austerlitz pour se rendre à la Mission Catholique Espagnole, à deux pas de la station de métro Rue de la Pompe.

Tensions franco-hispaniques dues au conflit algérien

- 30 Dans le Sud-Ouest, les réunions publiques hispaniques furent interdites et les exilés ibériques se sentirent entre le marteau et l'enclume car le régime franquiste ayant soutenu aux Nations-Unies l'attitude de Paris dans le conflit algérien, le périodique libertaire indépendant *Nervio* fut suspendu le 21 décembre 1959. Alors, pour perpétuer le journal *C.N.T.*, l'antenne de France de l'Association Internationale des Travailleurs permit aux Péninsulaires d'éditer *Espoir* dans la ville rose. Or, le Généralissime accusa Paris d'accepter plusieurs réunions publiques de réfugiés dans le Midi, arguant quant à lui de sa compréhension envers le problème algérien : il réprimait les agissements du FLN – dont il avait supprimé le siège madrilène en 1957- et les exilés français en Espagne. Il exigea donc la prohibition des actions contre sa dictature, de la presse de l'exil hispanique, ainsi que l'abrogation de statuts particuliers aux personnels des gouvernements espagnols républicains, le national et les régionaux basque et catalan, ou la clôture de leurs sièges parisiens²⁶. En août 1962, Paris reçut le chef de la Sûreté franquiste qui réclama pour ses agents le droit d'être présents lors des interrogatoires, la proscription de la zone pyrénéenne à l'encontre des exilés les plus dangereux et l'interdiction de l'ETA.
- 31 72 046 Péninsulaires vivaient alors dans la Seine, 31 849 dans l'Hérault, 28 053 dans les Pyrénées Orientales, 22 257 en Seine-et-Oise, 21 240 en Gironde, 20 000 en Haute-Garonne, 19 860 dans les Bouches-du-Rhône, 16 953 dans l'Aude, 14 568 dans le Gard, 14 424 dans les Basses-Pyrénées, 14 254 dans le Rhône, 11 094 dans l'Isère et 10 893 dans le Vaucluse. Ainsi, 158 000 personnes, soit 37% de la colonie ibérique, résidaient dans les huit départements industriels. En revanche, les Péninsulaires s'étaient pratiquement fondus dans les départements ruraux du Centre-Ouest qui n'abritaient guère d'allochtones.

Dernier acte topographique de la migration hispanique en France

- 32 Non loin des Champs-Élysées, dans un grand logement rue de Ponthieu, s'ouvrit en janvier 1964 une succursale de l'Omnium cultural, société civile créée par des donateurs pour divulguer hors de l'Espagne franquiste le patrimoine linguistique et culturel de la Catalogne. De surcroît, l'Hexagone, pôle central de la diaspora catalane²⁷, abritait en 1965 douze organismes roussillonnais, onze associations fondées par les réfugiés, dix parutions en catalan comme le *Butlletí del Casal català* à Toulouse, *Vida nova* à Montpellier, *Butlletí del Centre cultural català* à Marseille, *Mai no morirem* à Angoulême, *Dialeg*, *Endavant*, *Foc nou* ou *Tribuna* dans la capitale. Mais, disparitions et rapatriements

privèrent de personnel l'Omnium cultural qui, cédé à l'Université française en 1971, constitua, près du Centre Beaubourg, dans le Marais, l'Institut d'Études Catalanes de la Sorbonne.

Conclusion

- 33 Alors que les immigrés économiques furent progressivement appelés vers le Nord et les villes de la nation voisine, les exilés politiques - indéfectiblement animés, comme ceux d'autres pays, par l'espérance de retourner vite chez eux dès la chute du gouvernement adverse - tentèrent de se rapprocher des grandes capitales régionales françaises et des Pyrénées.
- 34 A la fin du XIX^{ème} siècle, la perte des dernières colonies hispaniques d'outre-mer, la pauvreté qui sévissait dans la Péninsule Ibérique ou les répressions gouvernementales - qui y condamnaient les opposants à la clandestinité- renforcèrent le courant migratoire. Cependant, lors de l'exode républicain, la France veilla surtout à écarter les réfugiés des villes et des Pyrénées, expédiant les civils vers le Nord et les militaires dans les camps du grand Sud-Ouest. Cette contrainte topographique céda lorsqu'à la Libération la France octroya le titre d'exilé à environ 6 000 clandestins qui fuyaient une Espagne exsangue. Alors, la pyramide sociale des Péninsulaires de l'Hexagone se mit à ressembler à ce qu'elle avait été juste avant le déclenchement de la Guerre d'Espagne. Les exilés se moulaient dans les métiers et habitats des immigrés, leur topographie se confondit. Tant que le rapatriement ne fut guère envisageable, l'intégration des réfugiés aux espaces et professions des émigrés perdura. Cette émigration hispanique, aussi considérable par son nombre que sa durée, provoqua inévitablement à la fin des années 1950, en Haute-Garonne comme dans toute la France, des mariages en majorité entre Espagnols et Françaises.

NOTES

1. Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France : de la Guerre Civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 2/1999, p. 27.
2. Denis ROLLAND, « Extradition ou réémigration ? Les vases communicants de la gestion xénophobe des réfugiés espagnols en France », Pierre MILZA, Denis PESCHANSKI, Josefina CUESTA BUSTILLO, Gianni PERONA, *Exils et migrations : Italiens et Espagnols en France 1938-1946*, Paris, Harmattan, 12/1994, p. 52.
3. Javier RUBIO, « La population espagnole en France : flux et permanences : les derniers mouvements migratoires et le nouveau bilan de l'après-guerre », Id., p. 37.
4. José SÁNCHEZ JIMÉNEZ, «Las preferencias por Francia», Ramón MENÉNDEZ PIDAL, *Historia de España*, José María JOVER ZAMORA (dir.), XXXVII : *los comienzos del siglo XX la población, la economía, la sociedad (1898-1931)*, Madrid, Espasa Calpe, 1984, p. 281-284.
5. Juan Bautista VILAR, *Los españoles en la Argelia francesa, 1830-1914*, Madrid, CSIC, 1989.
6. Édouard CATALOGNE, « La politique de l'immigration en France depuis la guerre de 1914 », Université de Paris, thèse de Doctorat en Droit, 1925.

7. Compilación de las Disposiciones dictadas sobre Emigración, 4 t. [1163 dispositions de 1907 à 1935], Madrid, 1933-1936.
8. Pierre MARQUÉS, *Les enfants espagnols réfugiés en France (1936-1939)*, Paris, Chez l'Auteur, 1993.
9. Geneviève DREYFUS-ARMAND, « La presse de l'émigration en France de 1939 à 1944. Contre vents et marées », Jean-Claude VILLEGAS (coord.), *Plages d'exil : les camps de réfugiés espagnols en France : 1939*, Nanterre, BIDD/Hispanística XX, 1989, p. 190.
10. Jacques PERRUCHON, *Réfugiés espagnols en Charente-Maritime et Deux-Sèvres : 1936-1945*, Paris, Le Croît vif, 2000 ; Cécile BAUDIN, « Les réfugiés espagnols dans les compagnies de travailleurs étrangers dans le Poitou-Charentes », Mémoire pour la Maîtrise d'Espagnol, Université de Poitiers, Faculté des Lettres et Langues, 1993, Archives Départementales des Deux-Sèvres TU 61.
11. Francisco PONS, *Barbelés à Argelès et autour d'autres camps*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 65-66.
12. Guy HERMET, *Les Espagnols en France : immigration et culture*, Paris, les Éditions ouvrières, 1967, p. 26.
13. Geneviève DREYFUS-ARMAND, Émile TÉMIME, *Les camps sur la plage, un exil espagnol*, Paris, Autrement, 5/1995, p. 32.
14. Ibid.
15. Geneviève DREYFUS-ARMAND, « La presse de l'émigration espagnole en France de 1939 à 1944 : contre vents et marées », Jean-Claude VILLEGAS (coord.), op. cit., p. 190.
16. Deseado MERCAL, *Yo estuve en Kenadza*, Mahón, 1983.
17. M. A. SANZ, *Los guerrilleros españoles en Francia (1940-1945)*, La Habana, Instituto Cubano del Libro, 1971.
18. Geneviève DREYFUS-ARMAND, Denis PESCHANSKI, Jean-Pierre AMALRIC, Michel GOUBET, Jean-Marie GUILLON, François MARCOT, « Les Espagnols dans la résistance », MILZA et al., op. cit., p. 596.
19. Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Vichy-Europe, Espagne, 281 (88), 10/2/1941.
20. Ibid.
21. Archives du Ministère de l'Intérieur 8931 mi3 li3, « Note de la direction des services de la police de sûreté », 25/2/1943.
22. *Boletín de información*, MLE Regional de Toulouse, n°1, 1945.
23. Geneviève DREYFUS-ARMAND, « Cultures d'exil au travers de la presse de l'émigration espagnole en France 1938-1946 : Défense et illustration de l'identité culturelle de l'exil : Composantes des cultures de l'exil », Pierre MILZA et al., op. cit., p. 348, n. 16.
24. A. RISCO, « Las revistas culturales y literarias de los exiliados españoles en Francia », José Luis ABELLÁN (dir.), *El exilio español de 1939*, Madrid, Taurus, 1976-1978, t. III, p. 95-149.
25. Casal de Catalunya, n°15, Paris 6-7/1947.
26. Archives du Ministère des Affaires Étrangères, « Note du 31/12/1960 remise à l'Ambassadeur de France ».
27. Jesús GARCÍA FERNÁNDEZ, *La emigración exterior de España*, Barcelona, Ariel, 1965.

INDEX

Index géographique : Espagne, France

Index chronologique : XIXe siècle, XXe siècle

Mots-clés : émigration, exil, immigration

Thèmes : culture, démographie, politique, sociologie

AUTEUR

MARIE-CATHERINE TALVIKKI CHANFREAU

Agrégée d'Espagnol et Maîtresse de Conférences, enseigne la Langue et la Civilisation Espagnoles à la Faculté de Lettres et Langues de l'Université de Poitiers. A soutenu en 1996 sa Thèse de Doctorat de l'Université de la Sorbonne Nouvelle Paris III, « Le Boléro, expression et discours », sous la direction de Monsieur le Professeur Serge Salaün, et participé à différents ouvrages collectifs, dont : *Etre espagnol*, Paris, PSN, 2000 ; *Le métissage culturel en Espagne*, Paris, PSN, 2001 ; *La musique dans le théâtre et le cinéma espagnols*, Pau, Fédérop, 2002 ; *Les fins de siècles en Espagne*, Paris, PSN, 2003 ; *Francia en España, España en Francia, la historia en la relación cultural hispano-francesa (siglos XIX-XX)*, Salamanca, Universidad ("Aquilafuente", n°55), 2003 ; *Le(s) plaisir(s) en Espagne (XVIIIe-XXe siècles)*, Paris, 2004.